

*le 10 Novembre 2013*

## **NE PAS INSTRUMENTALISER LES MASSACRES DU 5 JUILLET 1962 À ORAN**

*Ce n'est pas en écrivant une histoire hémiplegique qui ne s'intéresse qu'à une seule catégorie de victimes, qui occulte le rôle crucial de l'OAS et isole ces crimes sans les replacer dans la longue suite de ceux qui les ont précédés, que l'on peut écrire réellement l'histoire, ni parvenir à une véritable reconnaissance réciproque de tous les drames qui ont marqué cette guerre. Les massacres d'Européens le 5 juillet 1962 doivent assurément être reconnus et éclairés, mais à les renvoyer, comme le fait Jean-Pierre Lledo, à une soi-disant « barbarie inhérente aux Arabes », de l'Algérie d'alors à la Syrie d'aujourd'hui, on s'écarte du nécessaire travail historique et bascule dans une instrumentalisation partisane et caricaturale de l'histoire.*

Le cinéaste documentariste Jean-Pierre Lledo a lancé le 5 novembre 2013 sur le site du *"Hunfington Post"* une pétition internationale intitulée « 5 Juillet 1962 à Oran, Algérie », fondée sur une vision partielle des événements survenus à Oran le jour où était célébrée l'indépendance de l'Algérie, qui instrumentalise les massacres d'Européens perpétrés alors dans cette ville.

Les massacres d'Européens du 5 juillet à Oran ne doivent faire l'objet d'aucun déni. Il apparaît que les deux Etats n'ont pas communiqué aux familles des disparus toutes les informations qu'ils avaient pu réunir sur leur sort tragique et qu'elles étaient en droit d'attendre. Ces crimes méritent d'être encore davantage étudiés et reconnus. Le film *"Algérie 1962. L'été où ma famille a disparu"*, par exemple, relatant l'enquête honnête et scrupuleuse que la documentariste Hélène Cohen a menée sur la disparition tragique de cinq membres de sa famille à Oran ou dans ses environs, mérite d'être davantage diffusé. Mais, en ce qui concerne les auteurs de ces crimes, tout en n'écarter l'examen d'aucune responsabilité, y compris au sein du FLN d'Oran ou de l'ALN des frontières, il ne faut pas non plus en venir à mettre en cause de manière globale et simpliste « les indépendantistes algériens », ni négliger les nombreux témoignages qui relatent des faits de délinquance pure, commis dans un moment d'anarchie, de parcellisation extrême ou de vacance du pouvoir.

En affirmant que ces crimes sont « passés sous silence », ce sont en réalité les importants travaux d'historiens effectués depuis vingt ans, en France et en Algérie, sur ces massacres que cet appel passe sous silence. En isolant ces enlèvements et assassinats de leur contexte, il s'interdit d'en faire une véritable approche historique. Or en 1993, l'historien Charles-Robert Ageron, dans sa préface à l'ouvrage du général Joseph Katz, *"L'honneur d'un général,*

*Oran 1962*», a expliqué comment cet officier français commandant du corps d'armée d'Oran, qu'il qualifie de « courageux défenseur de la République face à la rébellion de l'OAS à Oran », a servi la légalité en cherchant à éviter au maximum les victimes civiles parmi les Européens de la ville qui soutenaient alors majoritairement l'OAS. Il a décrit comment, durant les mois précédant l'indépendance proclamée le 5 juillet, l'OAS d'Oran, composée et commandée par des civils armés organisés en « collines », a déployé des actions dont ont été victimes, de manière ciblée, les éléments minoritaires de la population pied-noire qualifiés par eux de « gaullistes », « socialistes », « communistes » et autres « traîtres », ainsi que, de manière aveugle, les personnes de la population « musulmane » d'Oran. Des quartiers où vivaient ces derniers furent l'objet de tirs de mortier ; le 6 avril, par exemple, 14 Algériens ont été tués dont quatre carbonisés dans leur véhicule. Et la spécificité de ce drame du 5 juillet à Oran qui n'a heureusement pas eu d'équivalent dans les autres villes d'Algérie ne peut se comprendre si on omet le fait que l'OAS d'Oran, en refusant l'accord de cessez-le-feu que l'OAS d'Alger avait conclu le 17 juin avec le FLN, a continué pendant deux longues semaines à tuer, à détruire et à incendier au nom d'une folle stratégie de la terre brûlée. Charles-Robert Ageron a donné le bilan publié officiellement par les autorités françaises, des victimes de ce terrorisme de l'OAS à Oran entre le 19 mars et 1er juillet 1962 : 32 morts parmi les membres des forces de l'ordre françaises, 66 morts parmi les civils européens et 410 parmi les Algériens « musulmans ».

Des historiens algériens tels Fouad Soufi et Saddek Benkada ont publié aussi des travaux sur ce drame. En novembre 2000, lors d'un colloque à la Sorbonne en l'honneur de Charles-Robert Ageron, Fouad Soufi a montré notamment qu'à lui seul l'attentat aveugle de l'OAS du 28 février par un véhicule piégé qui a explosé en plein cœur du plus important quartier « musulman » d'Oran, la Ville Nouvelle, avait fait 35 tués dont une petite fille âgée de 10 ans et 50 blessés. Il a rappelé la véritable guerre livrée par l'OAS à l'armée française, les assassinats par elle au mois de juin de ses officiers, le lieutenant-colonel Mariot le 12 juin, du général Ginestet et le médecin-commandant Mabile, en plein hôpital, le 15 juin. Ensuite, aux alentours du 27 juin, les commandos de l'OAS ont quitté la ville sur des chalutiers et autres navires qui les ont conduits en Espagne franquiste, avec leurs armes et les centaines de millions de francs résultant de leurs hold up faciles des mois précédents. C'est dans ces conditions que le 5 juillet des crimes odieux ont été commis contre des civils européens, dont beaucoup n'étaient pas des extrémistes, se croyaient protégés par leurs bonnes relations avec des Algériens « musulmans » et étaient disposés à continuer à vivre là où ils avaient toujours vécu, dans l'Algérie indépendante.

Ce n'est pas en écrivant une histoire hémiplogique qui ne s'intéresse qu'à une seule catégorie de victimes, qui occulte le rôle crucial de l'OAS et isole ces crimes sans les replacer dans la longue suite de ceux qui les ont précédés, que l'on peut écrire réellement l'histoire, ni parvenir à une véritable reconnaissance réciproque de tous les drames qui ont marqué cette guerre. Les massacres d'Européens le 5 juillet 1962 doivent assurément être reconnus et éclairés, mais à les renvoyer, comme le fait Jean-Pierre Lledo, à une soi-disant « barbarie inhérente aux Arabes », de l'Algérie d'alors à la Syrie d'aujourd'hui, on s'écarte du nécessaire travail historique et bascule dans une instrumentalisation partisane et caricaturale de l'histoire.